Nouvelles d'Europe. Janvier 2013. N° 1305

**Brexit : exit la Grande-Bretagne**

**François Vié.** Chronique hebdomadaire d’actualité sur l’Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9)

Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

Janvier 2013.

Le ton monte entre le Royaume-Uni et les pro-européens. David Cameron entend renégocier la place de son pays dans l’Union européenne. Il souhaite récupérer certaines compétences. Il tire argument du renforcement en cours de la zone euro, pour affirmer que l’Union européenne change de nature. Il prévoit, s’il est réélu en 2015, de soumettre à référendum, en 2017, l’approbation des nouvelles relations du Royaume-Uni avec l’Union, qu’il aura obtenu. Il affirme par ailleurs qu’il est prêt, dans une négociation sur l’organisation de la zone euro, à utiliser le veto du Royaume-Uni à toute modification des traités.

Martin Schulz, président du Parlement européen, juge cette menace inadmissible. Il préconise de se passer de l’avis du Royaume-Uni pour réformer la zone euro, ce qui est possible, en utilisant la procédure dite de coopérations renforcées. Il propose que dorénavant, les décisions relatives à l’Euro au Parlement européen, se prennent entre élus issus de pays de l’euro, et donc sans les Anglais.

Il y a longtemps que les britanniques font bande à part dans l’Union. Ils ont refusé les accords de Schengen sur la liberté de circulation dans l’Union. Ils ont obtenu de ne pas être liés par la Charte des droits fondamentaux. Ils ont refusé l’euro. Ils ont refusé en 2012 le traité budgétaire, qui a été signé par 25 pays seulement. Plus récemment, les Britanniques ont provoqué l’échec des négociations sur le budget de l’Union pour la période 2014-2020. Ils exigent que le budget baisse de 20%, alors que les compétences de l’Union se sont accrues et que la crise économique justifie que les Européens mettent en commun les moyens de relancer l’économie.

Il se confirme que le seul intérêt du Royaume-Uni pour l’Union européenne est son marché unique. 53% de ses exportations sont destinées aux autres pays européens.

David Cameron exclut de quitter l’Union européenne, mais souhaite une renégociation de la place du Royaume-Uni dans l’Union. Les autres européens ne pas sont d’accord. L’Union est un tout. On ne choisit pas, comme sur un menu, les politiques de l’Union auxquelles on adhère. Pourquoi un pays membre, bénéficierait-il d’un régime particulier dans l’Union ? Jacques Delors va plus loin en souhaitant ouvertement que le Royaume-Uni sorte de l’Union.

Est-il souhaitable que l’on en vienne là ? Une sortie de l’Union de la Grande-Bretagne serait dommageable sur deux points. Elle est, avec la France, une des deux principales puissances militaires de l’Union. D’autre part la city de Londres est la première place financière européenne. L’ensemble européen perdrait du poids dans le monde dans ces deux domaines. Par ailleurs, le départ d’un pays important serait une forme d’échec politique du projet européen.

On peut aussi considérer que le départ du Royaume-Uni serait une chance pour relancer l’Europe de la défense, comme le souhaitent notamment la France et la Pologne, malgré les réticences allemandes. Concernant les places financières, la city assure 40% des transactions en euro, mais une large part des activités financières en euro serait rapatriée à Francfort ou Paris, sans inconvénients pour l’Union européenne. Surtout les anglais se sont toujours opposés à une Europe politique. Leur départ faciliterait l’intégration européenne.

Pour les britanniques une sortie de l’Union serait lourde de conséquences. Ils sont tributaires pour leur commerce des règles édictées par l’Union pour l’accès au marché unique, et ces règles seraient désormais décidées sans eux. Ils seraient dans la situation de la Suisse, de la Norvège ou de l’Islande.

David Cameron souhaite sortir de certaines politiques européennes, tout en gardant le bénéfice du marché intérieur et en restant dans les institutions de l’Union. Il n’est pas dit que les autres pays de l’Union seront d’accord. Ce serait le « Brexit » contraction de Britain et d’exit, la fin de 40 ans d’appartenance du Royaume-Uni à l’Union européenne.